



BIARRITZ

Département
Des PYRENEES-ATLANTIQUES

Arrondissement
de BAYONNE

OBJET :

HOTEL BEAUSEJOUR
5 rue Gaston Larre
Biarritz

Poursuite d'exploitation

Le Maire,
Biarritz, le
Pour ampliation certifiée conforme

N° 397097

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE BIARRITZ

EXTRAIT du REGISTRE des ARRÊTÉS du MAIRE

NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE BIARRITZ

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L 2212-2 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté du 31 Mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 pour les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2016 relatif aux compétences et au fonctionnement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'avis favorable de la Commission communale de Sécurité et d'Accessibilité du 5 février 2024 ;

- A R R E T O N S -

ARTICLE 1^{er} : Le directeur de l'établissement Hôtel BEAUSEJOUR, de type O classé en 5^{ème} catégorie, sis 5 rue Gaston Larre à Biarritz, est autorisé à poursuivre l'exploitation de l'établissement dans les conditions prévues par le code de la construction et de l'habitation, le règlement de sécurité incendie et les règles relatives à l'accessibilité aux handicapés.

Envoyé en préfecture le 29/02/2024

Reçu en préfecture le 29/02/2024

Publié le 11/03/2024

ID : 064-216401224-20240205-397097-AI

S²LOW

ARTICLE 2 : Cette autorisation est subordonnée à la réalisation des prescriptions suivantes dans les délais impartis :

- Les travaux de remplacement de l'ascenseur doivent faire l'objet de déclaration préalable auprès du service urbanisme de la commune ⇒ la régularisation administrative doit être réalisée (art R143-22) ;
- Faire lever les observations dans les derniers rapports de vérification périodique ;
- Installer des ferme-portes sur les portes des locaux électriques (art PE 9§1) ;
- Retirer les fiches multiples dans l'établissement (art PE 24§1) ;
- Réparer les BAES défectueux de l'établissement au rez-de-chaussée (art PE24§2) ;
- Transmettre l'attestation de formation à l'utilisation du SSI (art P07) ;
- Rapatrier le linge présent dans les locaux électriques au sous-sol, dans le local prévu à cet effet (art PE9).

ARTICLE 3 : La prochaine visite de contrôle périodique de la commission communale de sécurité est fixée en novembre 2029.

ARTICLE 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique précités.

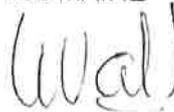
Tous les travaux qui ne sont pas soumis a permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Madame le Commissaire Principal de Police, les fonctionnaires et agents placés sous leurs ordres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Biarritz, le 5 février 2024

P/LE MAIRE



Martine VALS

Adjointe déléguée à la Réglementation